

BAMA KO - Mali: échanges de tirs à Bamako et dans la ville-garnison de Kati

BAMA KO - Des tirs nourris ont été échangés lundi soir à Bamako entre d'ex-putschistes et la garde présidentielle, loyale à l'ancien président renversé, et des coups de feu entendus au camp militaire de Kati, quartier général à l'ex-junte au pouvoir près de la capitale.

Les tirs à Bamako, qui avaient baissé d'intensité vers 21H30 (locales et GMT), selon un journaliste de l'AFP, ont eu lieu en centre-ville et dans d'autres quartiers.

Selon des témoins et des médias locaux, ils ont pour origine la tentative d'arrestation d'un responsable de la garde présidentielle (Bérets rouges) par l'ex-junte militaire qui avait renversé le régime du président malien Amadou Toumani Touré (ATT) le 22 mars avant d'accepter de rendre le pouvoir.

Les "Bérets rouges" se sont opposés à l'arrestation d'Abidine Guindo, ancien chef d'état-major particulier du président ATT, par des hommes de l'ex-junte dirigée par le capitaine Amadou Haya Sanogo.

Selon l'ambassade américaine, des tirs ont été entendus près du siège de l'Office de radio-télévision du Mali (ORTM), occupé par les proches du capitaine Sanogo depuis le coup d'Etat du 22 mars.

Les "Bérets rouges" ont réussi à faire évacuer les journalistes qui se trouvaient dans les locaux de l'ORTM, semblant ainsi en reprendre le contrôle, selon des journalistes de la radio-télévision malienne. Prévu à 20H00 (locales et GMT), le journal télévisé n'a pas été diffusé.

Le centre-ville s'est vidé de tous ses habitants, a constaté un journaliste de l'AFP, et peu de militaires y étaient visibles.

Dans la ville-garnison proche de Kati, des tirs ont également été entendus. Des médias locaux ont fait état de "tirs à l'arme lourde" à Kati, ce qui n'a pas pu être confirmé par l'AFP.

"Je suis sous le feu", a déclaré le capitaine Samba Coulibaly, membre de l'ex-junte interrogé par un journaliste de l'AFP sur la situation à Kati. Une autre source militaire a évoqué des "tirs", sans préciser par qui ils étaient tirés, et parlé de "civils qui quittaient la ville".

Ces incidents surviennent à la veille d'une rencontre qui était prévue à Ouagadougou entre d'ex-putschistes et le président burkinabé Blaise Compaoré, médiateur dans la crise malienne.

Le capitaine Sanogo a rejeté samedi les décisions prises le 26 avril à Abidjan lors d'un sommet de chefs d'Etat de la Communauté économique des Etats d'Afrique de l'Ouest (Cédéao), dont l'envoi de soldats dans son pays pour sécuriser la transition après le putsch du 22 mars.

Il a rejeté aussi la décision de la Cédéao de fixer la période de transition à douze mois, jusqu'à la tenue d'élections présidentielle et législatives. Il a affirmé qu'il prendrait ses "responsabilités" à l'issue du mandat constitutionnel de 40 jours du président par intérim Dioncounda Traoré, investi le 12 avril.

Dimanche soir, un dirigeant syndical étudiant, Hamadou Traoré, membre du front anti-putsch au Mali, était sorti indemne d'une tentative d'attentat perpétrée par des hommes armés et des incidents se sont produits lundi à l'université publique de Bamako.

Les jours précédents, la junte, qui avait accepté de rendre le pouvoir après un accord signé le 6 avril avec la Cédéao, avait procédé à l'arrestation de plusieurs personnalités politiques proches d'ATT ou considérées comme telles. Elles avaient été remises en liberté après plusieurs jours de détention à Kati.

Les ex-putschistes entendent montrer qu'ils n'acceptent pas se laisser marginaliser par les organes de la transition, dirigés par Dioncounda Traoré et son Premier ministre, Cheick Modibo Diarra, qui a formé un gouvernement comprenant trois militaires proches de l'ex-junte.

Depuis plusieurs jours, des tensions étaient nées au sein de l'armée, les bérets verts du capitaine Sanogo souhaitant garder le pouvoir, voire même présider la transition, alors que d'autres, notamment des officiers supérieurs, avaient opté pour un retrait de l'armée, écrivait lundi Le Journal du Mali sur son site.

Le 22 mars, les putschistes avaient justifié leur coup d'Etat par "l'incompétence" du régime ATT dans la lutte contre les groupes armés toureg, islamistes et criminels dans le nord du Mali.

Ces groupes ont profité du putsch pour renforcer leurs positions dans le Nord qu'ils occupent désormais totalement